



Strasbourg, le 25 octobre 2010

CAHVIO (2010) 18

**COMITÉ AD HOC POUR PRÉVENIR ET COMBATTRE
LA VIOLENCE À L'EGARD DES FEMMES ET LA VIOLENCE DOMESTIQUE
(CAHVIO)**

RAPPORT DE LA 6^e RÉUNION

**Strasbourg
27 – 30 septembre 2010**

Document établi par la
Direction générale des droits de l'Homme et des affaires juridiques

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR : OUVERTURE DE LA REUNION

1. La sixième réunion du Comité ad hoc pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (CAHVIO) est ouverte par Mme Dubravka Šimonović et M. Eric Ruelle, en leur qualité de co-présidents.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR : ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2. Le Comité adopte l'ordre du jour tel qu'il est reproduit à l'annexe I.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR : INFORMATIONS TRANSMISES PAR LES CO-PRESIDENTS

3. Les co-présidents informent le Comité que la réunion a pour but de finaliser la deuxième lecture du texte en l'examinant article par article, en commençant par l'article 27, c'est-à-dire là où le CAHVIO s'est arrêté à sa cinquième réunion. Les co-présidents demandent aux délégations de se limiter à des remarques concrètes et de signaler les réserves qu'elles sont susceptibles de formuler à l'égard de ces dispositions, dans la mesure où elles ont déjà été débattues lors de réunions précédentes du CAHVIO. Il convient de rappeler qu'en dépit du degré élevé de consensus atteint pour les articles précédents (articles 1-26), ces derniers n'ont pas encore été officiellement adoptés.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR : INFORMATIONS TRANSMISES PAR LE SECRETARIAT

4. M. Carlo Chiaromonte, Secrétaire du Comité, communique à ce dernier des informations concrètes supplémentaires concernant la réunion.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR : POURSUITE DE L'EXAMEN DU DOCUMENT « PROJET DE CONVENTION SUR LA PREVENTION ET LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES ET LA VIOLENCE DOMESTIQUE » (CAHVIO (2009)32 PROV)

5. Le Comité procède à la deuxième partie de la deuxième lecture article par article du projet de convention. Les articles 27 à 67 sont examinés.

6. Au cours de la discussion sur la partie restante de la Section 2, sur le droit pénal (articles 27 – 36 bis), quelques délégations expriment des réserves en ce qui concerne certains paragraphes ou une certaine terminologie, reflétées dans les notes de bas de page qui figurent dans le projet révisé de convention. Afin de raccourcir le projet et de le rendre plus concis, le Comité décide de transférer de nombreux points de détail dans le rapport explicatif. En particulier, la question du consentement dans le contexte de la violence sexuelle, la stérilisation forcée et l'avortement forcé, la définition de la notion de « force » s'agissant des mariages forcés et la définition des fins médicales en cas de mutilation génitale féminine. La majorité des délégations est également favorable à la variante de l'article sur l'harcèlement sexuel préparée par le Secrétariat. Au cours de la discussion consacrée à l'article 30 bis, les délégations conviennent à l'unanimité de ne pas ériger en infraction pénale spécifique les « crimes commis au nom de l'honneur ». La plupart des délégations insistent toutefois sur la nécessité de conserver une disposition spécifique garantissant qu'une violation de « l'honneur » ne constitue pas un motif légitime pour justifier d'actes criminels. Trois délégations présentent des variantes élaborées au cours de la réunion qui sont fusionnées et introduites dans la version révisée du projet.

7. Le Comité procède ensuite à l'examen du chapitre VI sur les enquêtes, les poursuites, le droit procédural et les mesures de protection. Quelques dispositions et certaines questions de terminologie, concernant les articles 40 bis, 43 et 46, ne font pas l'objet d'un consensus de la part de toutes les délégations et seront donc réexaminées à l'occasion de la prochaine réunion. En dépit de quelques réserves qui seront reflétées dans les notes de bas de page et après l'introduction de plusieurs modifications, la majorité des articles obtient l'aval de toutes les délégations. Une fois encore, le Comité décide de transférer plusieurs points de détail dans le rapport explicatif. Il s'agit notamment de l'explication des mesures qu'il convient de prendre afin de garantir une réponse rapide et l'engagement immédiat de la prévention et protection des victimes. Une disposition supplémentaire concernant l'interdiction des armes à feu est également introduite, suite à la variante proposée par l'UNIFEM au cours de la réunion (article 40 ter).

8. S'agissant du chapitre VII sur les migrations et l'asile, plusieurs délégations expriment des réserves quant à certaines dispositions ou points de terminologie. Compte tenu de l'absence de consensus parmi les délégations, les co-présidents déclarent que les conclusions afférentes aux articles du chapitre VII sont provisoires et nécessiteront d'être à nouveau discutées lors de la prochaine réunion. Selon la proposition formulée par le HCRNU au cours de la réunion, une disposition supplémentaire sur le principe de non refoulement est introduite (article 48 bis).

9. S'agissant des dispositions qui font l'objet du chapitre VIII, les délégations sont divisées quant à la question de savoir s'il convient ou non de maintenir la disposition énoncée à l'article 49 concernant la transmission de plaintes d'une Partie à une autre. Par ailleurs, plusieurs délégations expriment des réserves par rapport à la liste contenue à l'article 50 sur les mesures relatives aux personnes en danger. Le Comité décide de trancher ces questions lors de la prochaine réunion. Tous les autres articles recueillent l'aval de l'ensemble des délégations.

10. La majorité des délégations est d'avis de conserver en l'état le chapitre IX sur la collecte des données. Les co-présidents notent cependant la nécessité de définir, dans le rapport explicatif, des critères objectifs devant s'appliquer à la collecte de données standardisées. Le lien entre la collecte de données et le mécanisme de suivi devrait également être détaillé dans le rapport explicatif.

11. Le Comité procède ensuite à l'examen du chapitre X sur le futur mécanisme de suivi de la convention. Bien que les délégations aient conscience des difficultés financières de taille que pose actuellement la création de nouveaux mécanismes de suivi au Conseil de l'Europe, la majorité d'entre elles estime indispensable de mettre en place un mécanisme de suivi puissant et indépendant chargé de contrôler la mise en œuvre adéquate de la future convention. Les délégations n'ont pas de préférence pour l'une ou l'autre des deux variantes proposées par le Secrétariat et optent pour une approche personnalisée à partir d'éléments sélectionnées dans les deux possibilités. Le Comité se prononce en faveur de la création d'un groupe d'experts indépendants chargés d'établir des rapports à partir des informations transmises notamment par les Parties, les organisations non gouvernementales et de la société civile, et les organes spécialisés pertinents du Conseil de l'Europe. Il se dit également favorable à un Comité des Parties, composé de membres du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, habilité à adopter des recommandations sur la base de ces rapports. Le groupe d'experts indépendants serait aussi en mesure d'adopter dans certaines circonstances des recommandations générales sur la mise en œuvre de la convention. De plus, le Comité décide d'inclure une procédure d'enquête, autorisant le groupe d'experts indépendants à demander la soumission urgente de rapports spéciaux sur les situations qui exigent une attention immédiate. Au besoin, la

procédure pourrait comprendre une visite sur le territoire de la Partie concernée. Enfin, le Comité souligne l'importance que revêt l'implication parlementaire dans le suivi de la mise en œuvre de la future convention.

12. Pour finir, le Comité formule de brèves observations sur les chapitres XII et XIII. A l'exception d'une réserve exprimée par la délégation allemande au sujet de la formulation de l'article 60, tous les autres articles obtiennent l'aval de l'ensemble des délégations.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR : PLANNING DES TRAVAUX FUTURS DU COMITE

13. Le Comité achève la deuxième lecture des articles 1-67. Afin de faciliter les discussions finales sur le projet de convention lors de la prochaine réunion, le Secrétariat établira une version révisée du projet de convention reflétant en notes de bas de page les réserves exprimées par les délégations à l'égard de certaines dispositions spécifiques et principales du projet de convention. Il préparera également une compilation des propositions de reformulation tenant compte de ces réserves. La version révisée du projet de convention et la compilation seront diffusées au Comité avant la septième réunion. Tous les participants au CAHVIO sont invités à soumettre par écrit au Secrétariat leurs réserves et propositions concrètes de nouveaux libellés des articles 1-67 d'ici le 25 octobre 2010. Afin de faciliter l'adoption de la formulation finale du projet de convention lors de la prochaine réunion, le Secrétariat communiquera à l'ensemble des délégations un premier projet de rapport explicatif sur les articles restants (articles 27-67). Ce projet servira de document d'information et ne sera pas discuté. Les délégations sont néanmoins invitées à soumettre au Secrétariat, si elles le souhaitent, des commentaires/propositions de reformulation des articles 1-26 du rapport explicatif.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS DIVERSES

14. Le Comité examine les demandes de statut d'observateur de l'Institut européen pour l'égalité entre les femmes et les hommes et Advocates for Human Rights. S'agissant de l'octroi du statut d'observateur auprès du CAHVIO à l'Institut européen pour l'égalité entre les femmes et les hommes, aucune objection n'est formulée. Le Comité met ensuite aux voix la demande d'Advocates for Human Rights : cinq États membres (Fédération de Russie, République slovaque, Allemagne, Pays-Bas et Serbie) votent contre l'octroi du statut d'observateur auprès du CAHVIO. Conformément au point 3.4 de la *Résolution Res (2005) 47 concernant les comités et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail*, le Comité vote en faveur du renvoi de cette question au Comité des Ministres. Les deux tiers des États membres présents ayant voté pour, il décide de renvoyer l'affaire au Comité des Ministres. Après avoir pris connaissance des suites données à sa demande et de la procédure engagée, l'organisation informe officiellement le Secrétariat de son souhait de ne pas poursuivre la procédure, en raison notamment de la dernière phase de négociations au sein du CAHVIO.

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR : DATE DE LA PROCHAINE REUNION DU COMITE

15. S'agissant de la date de la prochaine réunion du Comité, une délégation propose formellement de repousser la prochaine réunion à un stade ultérieur afin de disposer d'un temps suffisant pour mener à bien le processus de consultation au niveau national. Les coprésidents invitent le Comité à se prononcer sur des dates éventuelles. La majorité des délégations convient ainsi de maintenir les dates initialement prévues. Par conséquent, la prochaine réunion du Comité ad hoc pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (CAHVIO) se tiendra du 8 au 10 novembre 2010.

ANNEXE I: ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Informations transmises par les co-Présidents
4. Informations transmises par le Secrétariat
5. Examen du document "Projet de Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique" (CAHVIO (2009) 32 rev)
6. Planning des travaux futurs du Comité
7. Questions diverses
8. Date de la prochaine réunion du Comité

ANNEXE II: LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBER STATES / ETATS MEMBRES

ALBANIA / ALBANIE

Ms Etleva SHESHI

Responsible for Sector for Gender Equality and Domestic Violence, Ministry of Labour, Social Affairs and Equal Opportunities, MOLSAEO

ANDORRA / ANDORRE

Mme Laura LOPEZ AMBATILE

Avocate, Ministère de la Santé, des Affaires sociales et de la Famille

Mme Caterina ALEIX LARTIQUE

Assistante Sociale, Ministère de la Santé, Affaires Sociales et Travail, Equipe d'Intervention auprès des femmes maltraités

ARMENIA / ARMÉNIE

Ms Nelli DURYAN

Deputy Head of the 3rd Division of the Criminal Investigation Police, Police Colonel
Main Department for Criminal Investigation of Police of Republic of Armenia

AUSTRIA / AUTRICHE

Ms Rosa LOGAR

Director Domestic Abuse, Vienna Intervention Centre against violence in the family

Apologised/Excusée

Ms Elisabeth TAEUBL

Judge, Ministry of Justice

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Mr Ismayil ASADOV

Head of Division, International Humanitarian Law and Human Rights, Department of International Law and Treaties, Ministry of Foreign Affairs of Azerbaijan.

BELGIUM / BELGIQUE

Mr Steven LIMBOURG

Conseiller, Service public fédéral Justice, Direction générale Législation, Direction Pénale
Service Principes de droit pénal et de procédure pénale

M. Freddy GAZAN

Conseiller Général adjoint à la politique criminelle, Ministère de la Justice

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Ms Samra FILIPOVIC-HADZIABDIC

Director of the Gender Equality Agency, Ministry for Human Rights and Refugees

BULGARIA / BULGARIE

Ms Irena BORISOVA

Head of Department "International cooperation and legal assistance in criminal matters" , Ministry of Justice

CROATIA / CROATIE

Ms Dubravka ŠIMONOVIČ

Co-Chair/ Co-présidenteHead of Department for International Organizations and Human Rights,
Ministry of Foreign Affairs and European Integration of the Republic of Croatia**CYPRUS / CHYPRE**Apologised/Excusé**CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**

Mr Michal NESPOR

Legal expert, International Law Department, Ministry of the Interior

Ms Helena LISUCHOVA

Legal Expert, Department for International Organizations and International Cooperation, Ministry of Justice

DENMARK / DANEMARK

Ms Brit Gotthard JENSEN

Head of Section, Ministry of Justice

ESTONIA / ESTONIE

Ms Kristiina LUHT

Chief Specialist, Gender Equality Department, Ministry of Social Affairs

Ms Tuuli PLOOM

Adviser, Penal Law and Procedure Division, Criminal Policy Department, Ministry of Justice

FINLAND / FINLANDE

Ms Helena EWALDS

Development Manager, The National Institute for Health and Welfare (THL)

Ms Marjatta HIEKKA

Legal Counsellor, Unit for Human Rights Courts and Conventions, Legal Service, Ministry for Foreign Affairs

Ms Kirsi PULKKINEN

Legal Adviser, Law Drafting Department, Ministry of Justice

Mr Mika MICKELSSON

Attaché, Unit for Human Rights Policy, Political Department
Ministry for Foreign Affairs of Finland**FRANCE**

M. Stéphane DUPRAZ

Magistrat au Ministère de la Justice, Direction des Affaires criminelles et des Grâces, Mission de négociation et de transposition des normes pénales internationales

Mme Sophie DEL CORSO

Chargée de Mission, Ministère des Affaires Sociales

M. Eric RUELLE

Co-Chair/ Co-président

Premier Vice-président

Tribunal de Grande instance de Meaux

GEORGIA / GÉORGIE

Mr Zurab MCHEDLISHVILI

Assistant to the Deputy Chair of the Parliament of Georgia, Coordinator Gender Equality Advisory Council under the chair of the Parliament of Georgia

Ms Ketevan KHUTSISHVILI

Executive Secretary of the Georgian Inter-Agency Council on Domestic Violence

Ms Marina MESKHI
Director of State Anti-Trafficking Fund

Ms Lali PAPIASHVILI
Chair of the State Inter-Agency Coordination Council on Domestic Violence, Member of the Constitutional Court of Georgia

GERMANY / ALLEMAGNE

Ms Nicole ZÜNDORF-HINTE
Adviser, Federal Ministry for Family Affairs, senior citizens, women and youth

Mr Tile MILKE
Ministry of Justice

GREECE / GRÈCE

Ms Theodora KATSIVARDAKOU
Head of the Directorate of Labour Relations and Social Policy, General Secretariat for Gender Equality, Ministry of Justice

Ms Sofia PAPADOPOULOU

HUNGARY / HONGRIE

Ms Orsolya MAKÁR
Counsellor, Ministry of National Resources, Department for Equal Opportunities

ICELAND / ISLANDE

Apologised/ Excusé

IRELAND / IRLANDE

Mr Anthony FLYNN
Assistant Principal, Cosc - The National Office for the Prevention of Domestic, Sexual and Gender-based Violence, Department of Justice, Equality and Law Reform,

Ms Tara STOREY
Cosc - The National Office for the Prevention of Domestic, Sexual and Gender-based Violence
Department of Justice, Equality & Law Reform,

ITALY / ITALIE

Mme Maria Gabriella COLOMBI Apologised/Excusée
PCM - Presidency of the Council of Ministers – Department for Equal Opportunities
Head of Social Affairs Service

Mme Sabrina PECORIELLO Apologised/Excusée
Expert, Presidency of the Council of Ministers – Department for Equal Opportunities

LATVIA / LETTONIE

Mr Zigmunds DUNDURS
Legal adviser, Criminal law department of the Ministry of Justice of the Republic of Latvia

LIECHTENSTEIN

M. Carlo RANZONI
Juge, Fürstliches Landgericht,

LITHUANIA / LITUANIE

Ms Vanda JURSENIENE
Head of Gender Equality Division, Ministry of Social Security and Labour

LUXEMBOURG

Apologised/Excusé

MALTA / MALTE

Ms Marceline NAUDI
Ministry of Education, Employment and Family

MOLDOVA

Ms Lilia PASCAL

Head of Division for Gender Equality and Prevention of Violence Policies, Ministry of Labour, Social Protection and Family

Mr Eugen RUSU

Deputy General Prosecutor
Office of Prosecutor General of Moldova

Ms Tatiana FOMINA

Manager of Analytical and Juridical Department, International Center for Women Rights Protection and Promotion Center "La Strada"

Mr Iurie PEREVOZNIC

Head of Department of Protection of Children, General Prosecutor's Office

MONACO

M. Frédéric PARDO

Apologised/ Excusé

Secretary for External Relations, Office for International Affairs, Ministry of Foreign Affairs

MONTENEGRO

Apologised/ Excusé

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mr Marnix ALINK

Legal Adviser

Mr Joël van ANDEL

Advisor in International Relations, Ministry of Justice

Ms Ingrid HORST

National Project Leader on Domestic Violence, Ministry of Justice, Judicial Youth Policy Department

NORWAY / NORVÈGE

Ms Hilde Marit KNOTTEN

Senior Adviser, Department of Family Affairs and Equality, Ministry of Children, Equality and Social Inclusion

Ms Astrid BERGMÅL

Adviser, Ministry of Children, Equality and Social Inclusion

Ms Torunn SALOMONSEN

Adviser, Ministry of Justice, Legislation Department, N - OSLO

POLAND / POLOGNE

Ms Monika KSIENIEWICZ

Senior Specialist, Gender Equality Unit, Ministry of Labour and Social Policy,

Ms Agata ROGALSKA-PIECHOTA

Expert, Office of the Plenipotentiary for the Proceedings before the International Organs of the Protection of Human Rights, Ministry of Foreign Affairs

Mr Rafal KIERZYNKA

Judge, Ministry of Justice

PORTUGAL

Mr José BARROS

Commission for Equality and Gender

ROMANIA / ROUMANIE

Ms Aura Manuela COLANG

Adviser, Child Protection Directorate-General, Ministry of Labour, Family and Social Protection

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

Ms Elena RODIONOVA

Senior inspector of the Department for Security of Public Order of the Ministry of Interior of the Russian Federation

Ms Rada SECHENOVA

Senior prosecutor of the General Prosecutor's Office of the Russian Federation

Ms Ekaterina SYVOROTKINA

Attache of the Department of Humanitarian Cooperation and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs,

Ms Ksenia GAL

Secretary of the Legal Department of the Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation

SAN MARINO / SAINT- MARIN

Mme Sylvie BOLLINI

Gender Issues Specialist, Ministry of Foreign Affairs

SERBIA / SERBIE

Ms Gordana GASMI

Law Professor, Singidunum University

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Mr Branislav KADLEČIK

General State Counsellor, Directorate for International and European Law, Ministry of Justice,

SLOVENIA / SLOVÉNIE

Ms Sara SLANA

Senior Adviser, Office of the Government of the Republic of Slovenia for Equal Opportunities

SPAIN / ESPAGNE

Ms Cecilia PAYNO DE ORIVE

Deputy, Office for International Relations, Ministry of Equality

Mr Íñigo ORTIZ DE URBINA GIMENO

Asesor del Gabinete del Ministro, Ministerio de Justicia

SWEDEN / SUÈDE

Ms Charlotte EDVARDSSON

Legal Adviser, Division for Criminal Law, Ministry of Justice

Mr Göran NILSSON

Deputy Director, Division for Criminal Law, Ministry of Justice

SWITZERLAND / SUISSE

Mme Anita MARFURT

Juriste en droit pénal international, Département Fédéral de Justice et Police, Office Fédéral de la Justice, Unité droit pénal international

Mme Sophie HEEGAARD-SCHROETER

Juriste, Département fédéral des affaires étrangères, Direction du droit international public
Section des droits de l'Homme et du droit international

Mme Karine LEMPEN

Juriste au Service Juridique et International, Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes,

“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / “L’EX-REPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACEDOINE”

Ms Tanja KIKEREKOVA
Head, Human Rights Department, Ministry of Justice

TURKEY / TURQUIE

Ms Feride ACAR
Professor, Department of Political Science and Public Administration, Middle East Technical University

UKRAINE

Ms Lyudmyla RUDA
Deputy Head, Department of International Private Law and International Legal Assistance, Ministry of Justice

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Ms Jan SALIH
Senior Policy Adviser, Family Law and Justice Division, Access to Justice Policy, Ministry of Justice,

Ms Louise BOYLE
Interpersonal Violence Team: Policy and Delivery, Home Office

* * * *

**STEERING COMMITTEE FOR EQUALITY BETWEEN WOMEN AND MEN/
COMITE DIRECTEUR POUR L’EGALITE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES (CDEG)**

Ms Ifigénie KATSARIDOU
Relations internationales, Secrétariat Général de l’Egalité

Ms Käthlin SANDER
Adviser, Gender Equality Department, Ministry of Social Affairs

**EUROPEAN COMMITTEE ON CRIME PROBLEMS /
COMITE EUROPEEN POUR LES PROBLEMES CRIMINELS (CDPC)**

Mr Branislav BOHÁČIK
District Prosecutor’s Office Bratislava

Apologised/ Excusé

Mr Christian MANQUET
Leiter der Abt. II 1 im, Bundesministerium für Justiz

**STEERING COMMITTEE FOR HUMAN RIGHTS /
COMITE DIRECTEUR POUR LES DROITS DE L’HOMME (CDDH)**

Ms Inga REINE
Government Agent, Representative of the Government of Latvia before International Human Rights Organizations, Ministry of Foreign Affairs

**EUROPEAN COMMITTEE ON LEGAL CO-OPERATION /
COMITE EUROPEEN DE COOPERATION JURIDIQUE (CDCJ)**

Mme Nicole COCHET
Magistrat, Chargée de Mission près du Directeur des Affaires Civiles et du Sceau (DACS)

**EUROPEAN COMMITTEE ON MIGRATION /
COMITE EUROPEEN SUR LES MIGRATIONS (CDMG)**

Ms Kateryna LEVCHENKO
Adviser on Human Rights, Minister of Internal Affairs

Apologised/Excusée

**GOVERNMENTAL COMMITTEE ON THE EUROPEAN SOCIAL CHARTER /
COMITE GOUVERNEMENTAL SUR LA CHARTE SOCIALE EUROPEENNE (ESC)**

Mme Jacqueline MARECHAL
Première Vice-Présidente du Comité gouvernemental, Chargée de mission, Délégation aux affaires européennes et internationales

PARLIAMENTARY ASSEMBLY / ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE

Mr José MENDES BOTA
Chairperson of the PACE Committee on Equal Opportunities for Women and Men

**CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE /
CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Ms Sandra BARNES
Chair of the Committee on Social Cohesion of the Congress of Local and Regional Authorities

Apologised/Excusée

**COUNCIL OF EUROPE COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS /
COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Apologised/Excusée

**CONFERENCE OF INGOs ENJOYING PARTICIPATORY STATUS WITH THE COUNCIL OF EUROPE
/CONFERENCE DES ONG DOTEES DU STATUT PARTICIPATIF AUPRES DU CONSEIL DE
L'EUROPE**

Ms Karin NORDMEYER
Representative of the Conference of NGOs of the Council of Europe, Chair of the Gender Equality Group

* * * * *

EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE

Mr Ekmel CIZMECIOGLU
Policy Officer, Financial support unit for Fundamental rights and Citizenship

* * * * *

**OBSERVERS WITH THE COUNCIL OF EUROPE /
OBSERVATEURS AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

HOLY SEE / SAINT-SIÈGE

Mme Christine De SAINT-CHAMAS

UNITED STATES OF AMERICA / ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

CANADA

JAPAN / JAPON

MEXICO / MEXIQUE

**INTERNATIONAL INTERGOVERNMENTAL ORGANISATIONS /
ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERGOUVERNEMENTALES**

**UNITED NATIONS DEVELOPMENT FUND FOR WOMEN /
LE FONDS DE DEVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME (UNIFEM)**

Ms Raluca Maria POPA
Project Manager, Ending Violence against Women

**UNITED NATIONS DIVISION FOR THE ADVANCEMENT OF WOMEN /
DIVISION DES NATIONS UNIES POUR L'AVANCEMENT DE LA FEMME (DAW)**

**UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND /
FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)**

**OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS (UNHCHR) /
BUREAU DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES DROITS DE L'HOMME
(HCUUDH)**

**UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (UNHCR) /
HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES (HCNUR)**

Ms Jutta SEIDEL
Senior Legal Assistant, UNHCR Representative to the European Institutions in Strasbourg

**ORGANISATION FOR SECURITY AND CO-OPERATION IN EUROPE /
ORGANISATION POUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE (OSCE)**

Ms Jamila SEFTAOUI Apologised/Excusée
Senior Adviser on Gender Issues, Office of the Secretary General, Gender Section

INTERPOL

EUROPOL

**COMMONWEALTH OF INDEPENDANT STATES (CIS) / COMMUNAUTE DES ETATS
INDEPENDANTS (CEI)**

**INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS /ORGANISATIONS
INTERNATIONALES NON-GOUVERNEMENTALES**

EUROPEAN WOMEN'S LOBBY / LOBBY EUROPEEN DES FEMMES

Ms Colette DE TROY
Director, European Policy Action Centre on Violence against Women (EPACVAW), European Women's
Lobby

Ms Marie-José JONCZY
Board member of the European Women's Lobby (EWL), Vice-President of the University Women of
Europe

AMNESTY INTERNATIONAL

Ms Lisa GORMLEY

Legal Adviser on International Law and Women's Rights, Amnesty International

WOMEN AGAINST VIOLENCE EUROPE (WAVE)

Ms Hilary FISHER

Director, Dying Matters Coalition

**INTERNATIONAL LESBIAN, GAY, BISEXUAL, TRANS AND INTERSEX ASSOCIATION (ILGA) –
ILGA Europe**

Mr Nigel WARNER

ILGA-Europe Council of Europe Adviser

EUROPEAN GROUP OF NATIONAL HUMAN RIGHTS INSTITUTIONS

Ms Cornelia ZILCH

Human Rights Policies Germany/Europe, Consultant, German Institute for Human Rights

* * * *

SCIENTIFIC EXPERTS

Ms Renée RÖMKENS

Apologised/ExcuséeFull Professor of Victimology/Interpersonal Violence, INTERVICT International Victimology Institute,
Tilburg University, Faculty of Law M 923

Ms Christine CHINKIN

Professor of International Law, Department of Law, Centre for the Study of Human Rights,
The London School of Economics and Political Studies

* * * * *

**SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE /
SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**Directorate General of Human Rights and Legal Affairs /
Direction Générale des droits de l'Homme et des affaires juridiques**

Mr Jan KLEIJSEN	Director of Standard-Setting / Directeur des activités normatives
Mr Jeroen SCHOKKENBROEK	Head of the Human Rights Development Department / Chef du Service du développement des droits de l'Homme
Mr Jörg POLAKIEWICZ	Head of the Law Reform Department / Chef du Service des réformes législatives
Mr Giovanni PALMIERI	Head of Gender Equality Division / Chef du Service pour l'égalité entre les hommes et les femmes
Mr Carlo CHIAROMONTE	<i>Secretary to the Ad Hoc Committee to Combat Violence against Women and Domestic Violence (CAHVIO) / Secrétaire du Comité ad hoc pour combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique</i> Head of the Criminal Law Division / Chef de la division du droit pénal
Ms Johanna NELLES	<i>Co-Secretary to the Ad Hoc Committee to Combat Violence against Women and Domestic Violence (CAHVIO) / Co-Secrétaire du Comité ad hoc pour combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique</i> Gender Equality Division / Division pour l'égalité entre les hommes et les femmes
Ms Paula KROL	Gender Equality Division / Division pour l'égalité entre les hommes et les femmes
Ms Sylvie AFFHOLDER	Secretary of the PACE Committee on Equal Opportunities for Women and Men / Secrétaire de la Commission sur l'égalité de chances pour les femmes et les hommes
Ms Muriel GRIMMEISSEN	Co-Secretary of the Committee on Social Cohesion of the Congress of local and regional authorities/ Co-Secrétaire de la Commission de la Cohésion sociale du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux
Ms Lucy ANCELIN	Principal Assistant / Assistante principale Criminal Law Division / Division du droit pénal
Ms Marjaliisa JAASKELAINEN	Assistant / Assistant Criminal Law Division / Division du droit pénal
Ms Natacha LAZARUS	Assistant / Assistant Gender Equality Division / Division pour l'égalité entre les hommes et les femmes

* * * * *

INTERPRETERS / INTERPRETES

Barbara GRUT

Corinne McGEORGE-MAGALLON

Sylvie BOUX-STINTZY